

## Mythe et réalités des fonds souverains

Les actifs gérés par les fonds souverains représentent entre 1 500 et 3500 milliards de dollars selon les estimations<sup>1</sup>. En 2015, les projections fixent ce volume à 15 000 milliards de dollars, la moitié du PIB du G7 (30 000 milliards de dollars), le tiers de la capitalisation boursière mondiale (47 000 milliards de dollars) avant la crise financière.

Trois ressources alimentent essentiellement les fonds souverains -excédents budgétaires, rente énergétique, réserves en devises étrangères- qui peuvent être classés selon leurs objectifs alloués :

- Fonds de stabilisation : accompagner les chocs de l'économie (Algérie, Russie, Kazakhstan, Azerbaïdjan et Vénézuéla également) ;
- Fonds d'épargne : préparer la prospérité future (Alaska, Koweït, Norvège, Qatar, Russie)
- Fonds de réserve : gérer les placements en devises étrangères (Corée, Libye).

La crise financière a fait passer les fonds souverains de l'ombre à la lumière, en plusieurs étapes :

1. Profitant de la croissance des pays émergents et de l'augmentation de la demande en matières premières, les Etats bénéficiaires de rentes énergétiques ont regroupé leurs excédents budgétaires dans des fonds de placements, fonds « souverains » ;
2. Actifs pour certains depuis le milieu du XXe siècle, le phénomène et l'intérêt suscité par les fonds souverains restent nouveaux<sup>2</sup> : 80% des actifs gérés par les 1200 fonds souverains actuellement existants sont regroupés dans les dix premiers fonds mondiaux<sup>3</sup>. Et si on considère les vingt premiers, dix ont été créés après 2000, investissant de manière privilégiée dans les pays émergents (160 transactions sur 211 depuis 2000) ;

### Investissements par les fonds souverains, par secteur et zone géographique

(janvier 2000-mai 2008, Source : Monitor Group)

Secteur	Asie Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Europe	Maghreb Moyen-Orient	Afrique	Total
Biens de consommation	17		2		3		22
Energie et <i>utilities</i>	15		1	2			18
Produits financiers	40		2	3			45
Santé	4		1				5
Produits industriels	38		5		4		47
Technologies de l'information	20		1	1	2		24
Infrastructures	1						1
Matériaux	2		1			2	5
Immobilier	16		5	3	7		31
Services			1	1			2
Télécom	5	1			2		8
Transport et aéronautique	2			1			3
Total	160	1	19	11	18	2	211

1/ Le marché des *hedge funds* et du *private equity* est évalué à moins de 2000 milliards de dollars.

2/ Le terme de "fonds souverains" a été utilisé pour la première fois en... 2005 par Andrew Rozanov dans le Volume XV No.4 du Central Banking Journal, "Who holds the wealth of nations ?" qui pose la question : *are central bank reserve managers starting to act more like sovereign wealth managers?*

3/ Cf *Sovereign Wealth Funds: Bottom-up Primer*, JP Morgan Chase, Singapour, mai 2008, sous la direction de David Fernandez et Bernhard Eschweiler.

**Investissements, par les fonds souverains, dans les secteurs “sensibles” dans les pays de l’OCDE**  
(janvier 2000 à juin 2008, *Source : Monitor Group*)

Fonds	Cible	Nationalité de la cible	Secteur d’investissement	Année de la prise de contrôle	Montant de l’investissement	Part acquise
Dubai International Financial Centre	Smartstream Technologies Ltd	Royaume-Uni	Haute-technologie	2007	413	100
Dubai International Financial Centre	OMX AB	Suède	Finance et assurance	2008	3 396,8	69,4
Abu Dhabi Investment Authority (ADIA)	Primeria Europe II LP 2	Royaume-Uni	Haute-technologie	2007		100
Temasek Holdings	Idirect Technologies	Etats-Unis	Haute-technologie	2006	165	100
Temasek Holdings	Miltop Group Inc	Etats-Unis	Haute-technologie	2007	36,26	100
Temasek Holdings	Ripple Systems Pty Ltd	Australie	Télécom	2000	0,79	70
Temasek Holdings	Orbacom Systems Inc	Etats-Unis	Energie et <i>utilities</i>	2001	18	100
Temasek Holdings	TXU Australia Ltd	Australie	Energie et <i>utilities</i>	2007	3720	100
Temasek Holdings	GPU Powernet Pty	Australie	Energie et <i>utilities</i>	2000	1264,20	100
Temasek Holdings	LG Power Co Ltd	Corée du Sud	Energie et <i>utilities</i>	2001	142,30	50,1
Temasek Holdings	Enron Teesside Operations Ltd	Royaume-Uni	Energie et <i>utilities</i>	2002	136,88	100
Temasek Holdings	Samsung General Chem-Water	Corée du Sud	Energie et <i>utilities</i>	2004	76,50	100
Temasek Holdings	LG Energy Co Ltd	Corée du Sud	Energie et <i>utilities</i>	2001	49	50,1
Temasek Holdings	SPI Powernet Pty Ltd	Australie	Energie et <i>utilities</i>	2000	1,22	100

3. Les fonds souverains, dès le début 2008, ont donc été considérés comme les derniers îlots de liquidité, vers lesquels se sont tournés rapidement les établissements financiers anglo-saxons;

4. La crise financière et la baisse du prix des matières premières ont modifié les ambitions des fonds souverains et leur stratégie. Si on assiste à un repli sur leur marché domestique pour soutenir l’économie locale, ou se désengager des pays en récession, certains, à l’instar des fonds norvégien, brunéien ou libyen ont beaucoup investi depuis le début de la crise. C’est ce qu’illustre l’analyse des transactions effectuées par les fonds souverains au cours de l’année 2008.

Dans la mise à jour trimestrielle (septembre 2008) : *Evaluation des risques: les comportements des fonds souverains dans l’économie mondiale*, Monitor Group relève qu’au troisième trimestre 2008, les fonds souverains ont investi 15,4 milliards de dollars dans quarante-six transactions : quatre fois moins qu’au premier trimestre (58,3 milliards de dollars), 40% de moins qu’au second (26,5 milliards de dollars) pour un nombre de transactions similaire.

Par ailleurs, 46% des transactions au troisième trimestre ont été effectuées sur leurs marchés domestiques, revenant au plus haut taux, de 2003. Aux deuxième et troisième trimestres, 54% des montants engagés l’ont été à destination des pays émergents, la plus forte hausse depuis 2005.

Instruments financiers d'investissements au service d'une diversification économique ou de conquêtes politiques ? Les fonds souverains, par leur nature politique, ont suscité la crainte des pays dans lesquels ils investissent :

- En Italie la première mission du Comité stratégique pour l'intérêt national dans l'économie (*Comitato strategico per l'interesse nazionale in economia*) s'est rendue, en octobre 2008, aux Emirats-Arabis Unis, pour expliquer aux investisseurs du Golfe que « l'Italie a confiance dans les fonds qui opèrent de façon transparente et dont le but est un investissement et non la prise de contrôle des entreprises, et donc qui se maintiennent sous les 5% »<sup>4</sup> ;
- l'Allemagne, en 2008, a finalisé son projet de loi sur le contrôle des investissements des fonds souverains destiné à modifier la loi sur les paiements et le commerce international (*Außenwirtschaftsgesetz*) et le règlement sur les paiements et le commerce international (*Außenwirtschaftsverordnung*). Ce projet prévoit que le gouvernement puisse examiner toute prise de participation d'au moins 25% d'un fonds d'Etat dans une entreprise allemande appartenant à un secteur « sensible ».

Une coordination internationale a été engagée le 1er mai 2008 : le FMI et vingt-six fonds souverains ont créé le Groupe international de travail sur les fonds souverains (International Working Group<sup>5</sup>). L'IWG a dégagé quatre objectifs<sup>6</sup> :

- « se doter de structures de gouvernance transparentes et saines permettant de disposer de mécanismes appropriés de contrôle opérationnel, de gestion des risques et de responsabilisation ;
- se conformer à toutes réglementations et obligations de communication de l'information financière en vigueur dans les pays où ils investissent ;
- réaliser leurs investissements sur la base de considérations relatives au risque économique et financier et au rendement ;
- contribuer au maintien de la stabilité du système financier mondial et de la libre circulation des capitaux et des investissements. »

À partir de ces quatre objectifs, vingt-quatre principes (*Generally Accepted Principles and Practices*, GAPP) destinés à constituer un premier cadre d'organisation et d'activité des fonds souverains, dénommés « principes de Santiago » ont été adoptés en octobre 2008<sup>7</sup>.

Soucieux d'éviter toutes « perceptions négatives », le FMI a accepté que les principes de Santiago n'aient cependant pas force contraignante, un projet de normes de la Commission européenne ayant déjà échoué début 2008<sup>8</sup> : seuls les deux fonds norvégiens les ont adoptés.

4/ Entretien du Ministre des Affaires étrangères, Franco Frattini : « Il y a des secteurs dans lesquels l'intervention des fonds est particulièrement bienvenue comme les infrastructures, les transports, le tourisme. Tandis que par exemple dans la défense, nous souhaitons des coopérations de type industriel et non des investissements dans le capital », *Il Messaggero*, 28 octobre 2008, « i Fondi sovrani non superino quota 5% », Cifoni Luca.

5/ Fonds membres du Groupe international de travail sur les fonds souverains : The Future Fund (Australie), State Oil Fund of the Republic of Azerbaijan (Azerbaïdjan), Pula Fund (Botswana), Alberta Heritage Savings Trust Fund (Canada), Economic and Social Stabilization Fund / Pension Reserve Fund (Chili), China Investment Corporation (Chine), National Pensions Reserve Fund (Irlande), Korea Investment Corporation (Corée), Kuwait Investment Authority (Koweït), Libyan Investment Authority (Libye), New Zealand Superannuation Fund (Nouvelle-Zélande), Government Pension Fund-Global (Norvège), Qatar Investment Authority (Qatar), Reserve Fund, National Wealth Fund (Russie), Temasek Holdings, Government of Singapore Investment Corporation (Singapour), Petroleum Fund of Timor-Leste (Timor Leste), Heritage and Stabilization Fund (Trinitad et Tobago), Abu Dhabi Investment Authority (Emirats Arabes Unis), Alaska Permanent Fund (Etats-Unis).  
Observateurs permanents : Arabie saoudite, Banque mondiale, OCDE, Oman et Vietnam. Co-présidents du groupe de travail : Hamad al Suwaidi, Sous-secrétaire d'Etat aux Finances d'Abu Dhabi et Directeur d'Abu Dhabi Investment Authority (ADIA) ; Jaime Caruana, Directeur du Département marchés monétaires et de capitaux internationaux.

6/ [www.iwg-swf.org/pr/pdf/fra/pr0806f.pdf](http://www.iwg-swf.org/pr/pdf/fra/pr0806f.pdf)

7/ [www.iwg-swf.org/pubs/fra/gapplistf.pdf](http://www.iwg-swf.org/pubs/fra/gapplistf.pdf)

8/ Michel Motte, « Une bonne conduite pour calmer les inquiétudes » in *Le Figaro Economie*, 27 octobre 2008.

## Présentation des 20 fonds souverains les plus importants

### Classement des 20 premiers fonds souverains par montant des capitaux gérés

Pays	Nom	Actifs gérés (milliards de dollars)	Ressource	Année de création
Arabie Saoudite	SAMA Foreign Holdings	501 <sup>1</sup>	Rente énergétique	1952
Norvège	Government Pension Fund - Global	373 <sup>2</sup>	Rente énergétique	1990
Singapour	Government of Singapore Investment Corporation	330 <sup>3</sup>	Devises étrangères	1981
EAU-Abu Dhabi	Abu Dhabi Investment Authority	328 <sup>4</sup>	Rente énergétique	1981
Chine	SAFE Investment Company	311,6 <sup>5</sup>	Devises étrangères	1997
Koweït	Kuwait Investment Authority	228 <sup>6</sup>	Rente énergétique	1982
Chine	China Investment Corporation	200	Devises étrangères	2007
Chine - Hong Kong	Hong Kong Monetary Authority Investment Portfolio	152 <sup>7</sup>	Devises étrangères	1998
Russie	Reserve Fund	137 <sup>8</sup>	Rente énergétique	2008
Singapour	Temasek Holdings	134 <sup>9</sup>	Excédents budgétaires	1974
Chine	National Social Security Fund	74 <sup>10</sup>	Excédents budgétaires	2000
Russie	National Wealth Fund	84,5 <sup>11</sup>	Rente énergétique	2008
Dubaï	Investment Corporation of Dubai	82 <sup>12</sup>	Rente énergétique	2006
Qatar	Qatar Investment Authority	58 <sup>13</sup>	Rente énergétique	2003
Libye	Libyan Investment Authority	65 <sup>14</sup>	Rente énergétique	2006
Algérie	Fonds de régulation des recettes	61 <sup>15</sup>	Rente énergétique	2000
Australie	Australian Future Fund	59,5 <sup>16</sup>	Excédents budgétaires	2004
Brunei	Brunei Investment Agency	35 <sup>17</sup>	Rente énergétique	1983
Etats-Unis Alaska	Alaska Permanent Fund	29 <sup>18</sup>	Rente énergétique	1976
Kazakhstan	Kazakhstan National Fund	28,5 <sup>19</sup>	Rente énergétique	2000
Corée du Sud	Korea Investment Corporation	24,7 <sup>20</sup>	Rente énergétique	2005

1/ Council on Foreign Relations (CFR), GCC Sovereign Funds, Reversal of Fortune, Brad Setser and Rachel Ziemba, Janvier 2009/2./2/

2/ Donnée officielle : [http://www.norges-bank.no/templates/article\\_\\_\\_\\_41397.aspx](http://www.norges-bank.no/templates/article____41397.aspx)

3/ Source : Sovereign Wealth Fund Institute

4/ CFR, GCC Sovereign Funds, Reversal of Fortune, Brad Setser and Rachel Ziemba, Janvier 2009.

5/ Sovereign Wealth Fund Institute

6/ CFR, GCC Sovereign Funds, Reversal of Fortune, Brad Setser and Rachel Ziemba, Janvier 2009.

7/ Deutsche Bank, Steffen Kern, SWFs and foreign policies, an update, 22 octobre 2008.

8/ Donnée officielle : <http://www.veb.ru/en/about/press/news/printable.php?print=1&id32=5020>

9/ Donnée officielle : [http://www.temasekholdings.com.sg/about\\_us.htm](http://www.temasekholdings.com.sg/about_us.htm)

10/ Source : Sovereign Wealth Fund Institute

11/ Donnée officielle : <http://www1.minfin.ru/en/nationalwealthfund/statistics/amount/index.php?id4=5830>

12/ Source : Sovereign Wealth Fund Institute

13/ CFR, GCC Sovereign Funds, Reversal of Fortune, Brad Setser and Rachel Ziemba, Janvier 2009.

14/ Source : Business Intelligence Middle East

15/ Source : Sovereign Wealth Fund Institute

16/ donnée officielle : <http://www.futurefund.gov.au/>

17/ Deutsche Bank, Steffen Kern, SWFs and foreign policies, an update, 22 octobre 2008.

18/ Donnée officielle : <http://www.apfc.org/home/Content/home/index.cfm>

19/ Donnée officielle : <http://www.minfin.kz/index.php?uin=1231731724&chapter=1233660128&lang=eng>

20/ Donnée officielle : <http://www.kic.go.kr/en/?mid=ut02>

21/ Société de gestion d'épargne, détenue à plus de 50% par ICD avec Dubai Holding Company, Emaar Properties Company et Dubai Bank.

22/ <http://www.regjeringen.no/en/dep/fin/press-center/Press-releases/2008/prudent-and-long-term-asset-management.html?id=506651>

## Abu Dhabi Investment Authority (ADIA<sup>9</sup>)

Ressources : rente énergétique

Date de création : 1976

Montant des actifs gérés : 328 milliards de dollars (261 milliards d'euros)

Président : Khalifa bin Zayed Al Nahyan

Participations significatives : Citibank (4,9%), Apollo Management (9%), Egyptian Financial Group-Hermes Holding Company (8%), Carlyle Group (7,5%), Industrial Bank of China (10%).

Succédant en 1976 au Financial Investment Board (1967), l'ADIA est présidée par Cheikh Khalifa bin Zayed Al Nahyan, Emir d'Abu Dhabi et président de la fédération des Emirats Arabes Unis depuis 2004. Celui-ci est entouré d'un collège de dix directeurs composé de membres des familles régnantes ou membres du gouvernement d'Abu Dhabi.

Créée à partir des revenus du pétrole, l'ADIA a établi des secteurs stratégiques d'investissement en 1986, réalisé ses premiers investissements dans le secteur privé en 1989 et ses premiers achats d'actions en 1998. Elle a privilégié la banque et l'immobilier à travers sa filiale Tasameem<sup>10</sup> dans sa stratégie de participations et s'ouvre notamment aux télécommunications par ses investissements.

### L'ADIA et la crise financière :

Les montants -immenses- gérés par l'ADIA diffèrent selon les études. 850 milliards de dollars selon le *Sovereign Wealth Fund Institute*, 328 milliards selon le *Council on Foreign Relations* (CFR) qui, dans une publication de janvier 2009<sup>11</sup>, estime que fin 2007, ADIA gérait 453 milliards de dollars d'avoirs et que ce montant a fondu à 328 milliards fin 2008 en raison de la crise financière. Le prix de l'action Citigroup ayant, à titre d'exemple, été divisé par deux entre 2007 et 2008.

9/ <http://www.adia.ae/>

10/ <http://www.tasameempm.ae/>

11/ CFR, Center for Geoeconomic Studies, Brad Stetser et Rachel Ziemba, *GCC Sovereign Funds – Reversal of Fortune*, janvier 2009.

## Australian Future Fund (AFF<sup>12</sup>)

Ressources : excédents budgétaires

Date de création : 2006

Montant des actifs gérés : 59,5 milliards de dollars (47,3 milliards d'euros)

Président : David Murray

Directeur général : Paul Costello

Participations significatives : Telstra (Telecom Australia, 17%)

Créé par le *Future Fund Act* de 2006<sup>13</sup>, l'AFF est présidé par David Murray, ancien président de la Commonwealth Bank of Australia où il a réalisé l'essentiel de sa carrière professionnelle. Le Conseil d'administration de l'AFF comporte six autres membres, qui ont, soit travaillé dans une administration publique (Commonwealth Bank of Australia, Agence d'aide des fonctionnaires à l'investissement, Registre des fonds à capital-risque, etc.), soit effectué des missions pour le gouvernement australien.

Financé par des transferts de fonds du gouvernement prélevés sur les excédents budgétaires de 2005-2006 et 2006-2007, l'AFF gère un fond de 59,5 milliards de dollars (47,3 milliards d'euros). Il s'agit majoritairement de liquidités (60% hors Telstra) qui permettent au gouvernement australien d'assurer la charge du système de santé et de retraite.

### L'AFF et la crise financière :

Au cours de l'année 2008, le Directeur général, Paul Costello, a régulièrement rappelé les priorités de diversification de l'AFF : immobilier, infrastructures et banques australiennes<sup>14</sup>. Dans le même temps, le gouvernement australien a réorienté les recettes budgétaires vers trois fonds créés ad hoc et gérés par l'AFF, en vertu du *Nation-buildings Funds Act* de 2008, entré en vigueur le 1er janvier 2009 :

- Building Australia Fund (2,47 milliards de dollars) chargé d'investir dans les infrastructures ;
- Education Investment Fund (EIF, 6 milliards de dollars) ;
- Health and Hospital Fund.

12/ <http://www.futurefund.gov.au/>

13/ [http://www.comlaw.gov.au/ComLaw/Legislation/ActCompilation1.nsf/0/A7C1395B416D0674CA257202001D234D/\\$file/FutureFundAct2006.pdf](http://www.comlaw.gov.au/ComLaw/Legislation/ActCompilation1.nsf/0/A7C1395B416D0674CA257202001D234D/$file/FutureFundAct2006.pdf)

14/ The Sydney Morning Herald, 23 septembre 2008, « Future Fund to stick with shares ».



## Alaska Permanent Fund Corporation (APFC<sup>15</sup>)

Ressources : rente énergétique

Date de création : 1976

Montant des actifs gérés : 29 milliards de dollars (22,8 milliards d'euros)

Président : Steve Franck

Directeur exécutif : Michael J. Burns

Participations significatives : GE, Exxon, Microsoft, Google, Procter & Gamble

Créé par amendement à la Constitution de l'Etat d'Alaska en 1976, l'Alaska Permanent Fund est géré, depuis 1982, par l'Alaska Permanent Fund Corporation (APFC), dont le Conseil d'administration est composé de personnalités ayant servi dans les agences administratives de l'Etat de l'Alaska. Son président (2007), Steve Franck, membre du conseil d'administration de l'APFC depuis 2003, a été député (1984) puis sénateur (1998).

Le portefeuille d'investissements, extrêmement diversifié, est réparti ainsi :

- 53% en actions ;
- 29% en obligations ;
- 10% en investissements immobiliers ;
- 8 % en gestion alternative.

L'Alaska Permanent Fund Corporation verse, par ailleurs, depuis 1982, à chaque habitant de l'Etat de l'Alaska une allocation, le *Permanent Fund Dividend*. Le montant de cette allocation s'est élevé en 2008 à 3269 dollars (environ 2 400 euros).

### L'APFC et la crise financière :

Entre fin 2007 et fin 2008, les montants gérés par l'APFC ont été réduits de 39,8 milliards de dollars à 28,7 milliards de dollars : une baisse de plus de 8,5%. L'immobilier reste le seul secteur d'évolution positive (0,2%).

## **Brunei Investment Agency (BIA<sup>16</sup>)**

Ressources : rente énergétique

Date de création : 1983

Montant des actifs gérés : 35 milliards de dollars (27 milliards d'euros)

Président : Pehin Abu Bakar Apong, ministre de la Communication

Participations significatives : hôtellerie de luxe (Dorchester Group à Londres, Beverly Hills Hotel à Los Angeles, Plaza Athénée à Paris, Principe du Savoia à Milan), Jordan Phosphate Mines Company (37%).

La BIA a été créée en 1983. En vertu de l'acte de création de la BIA<sup>17</sup>, le sultan désigne discrétionnairement les membres du conseil des directeurs. A l'instar des membres du Gouvernement, ce sont souvent des personnes appartenant, ou liées à la famille royale. Désigné par le sultan, son président est, depuis le remaniement ministériel d'août 2008, le ministre de la Communication, Pehin Abu Bakar Apong.

Placée sous l'autorité du Ministère des Finances, BIA tient le rôle, avec le Currency Board et la Financial Institution Unit de banque centrale brunéienne. Les investissements à l'étranger réalisés par BIA, participent à la reconversion économique du sultanat, en direction du tourisme essentiellement.

L'histoire de la Brunei Investment Agency est marquée par les détournements réalisés par le prince Jefri Bolkiah, frère du sultan ministre des Finances de 1986 à 1998 et Président de la BIA, au profit de Amedeo Development Corporation, le plus grand conglomérat de Brunéï.

Après la faillite de celui-ci, le gouvernement a dû décider, en 1999, de réduire les dépenses publiques pour reconstituer les ressources de la BIA et de séparer les actifs financiers du Sultanat selon leur usage : la BIA gère les investissements et n'intervient plus à des fins de régulation conjoncturelle, rôle confié à un organisme ad hoc dépendant du ministère des Finances.

### **La BIA et la crise financière :**

Malgré la crise, BIA poursuit ses investissements : en septembre 2008, le fond souverain poursuit ses investissements dans l'hôtellerie de luxe en achetant le New York Palace à New York et l'hôtel Bel-Air à Los Angeles. En février 2009, le BIA a acquis 20% de Patersons Securities Ltd, une compagnie de courtage australienne, pour 8,1 millions de dollars.

16/ <http://www.mof.gov.bn/English/BIA/Pages/default.aspx>

17/ lois du Brunei, chapitre 137.



## China Investment Corporation (CIC<sup>18</sup>)

Ressources : placements en devises étrangères

Date de création : 2007

Montant des actifs gérés : 200 milliards de dollars (136 milliards d'euros)

Président : Lou Jiwei

Porte-parole : Bai Xiaoqing

Participations significatives : Chinalco, Blackstone (9,9%), Morgan Stanley (9,9%), Total (1,6%), Veolia (1,5%), Visa.

La CIC a été créée en 2007 afin de diversifier les placements de la République populaire de Chine et de structurer ses acquisitions à l'étranger. Elle est présidée par Lou Jiwei.

Lou JIWEI : ancien délégué responsable du bureau d'études finance et banque du secrétariat général du Conseil d'Etat, il a occupé le poste de directeur de l'Institut de finances et de commerce à l'Académie des sciences sociales chinoise. Vice-gouverneur de la province de Guizhou en 1995, il est nommé en 1999 membre du comité de l'éducation du Conseil d'Etat. Vice-ministre des finances de 1998 à 2007, il est délégué général du Conseil d'Etat puis membre du Comité central du Parti communiste chinois la même année.

Le Conseil d'administration est composé de onze membres : tous ont occupé des postes de premier rang au ministère des finances, au ministère du commerce, auprès de la Banque populaire de Chine, au Comité national du fonds pour la sécurité sociale, à l'Institut chinois des comptables publics certifiés ou au Bureau du groupe de direction des affaires économiques et financières.

La CIC est chargée de la gestion de la State Administration of Foreign Exchange (SAFE), administration chargée de gérer le marché de change et les réserves de change de la Chine, et propriétaire de la Central Huijin Investment Company, fonds d'investissement du gouvernement chinois qui possède des parts majoritaires dans les quatre principales banques chinoises (Bank of China, Industrial and Commercial Bank of China, China Construction Bank, Agricultural Bank of China).

### La CIC et la crise financière :

Depuis le début de la crise financière, la CIC a perdu<sup>19</sup> près de 6 milliards de dollars en moins-values-latentes par ses participations dans Blackstone et Morgan Stanley. Si la Chine reste le premier créancier des Etats-Unis<sup>20</sup>, Lou Jiwei et Zhang Hongli, vice-président exécutif, ont exprimé leur « perte de confiance dans les marchés occidentaux »<sup>21</sup> et leur volonté, « dans la mesure du possible, de ne plus investir »<sup>22</sup> dans ceux-ci.

18/ <http://www.china-inv.cn/cicen/>

19/ [http://www.chine-informations.com/actualite/les-etats-unis-doivent-milliards-de-dollars-a-la-chine\\_11672.html](http://www.chine-informations.com/actualite/les-etats-unis-doivent-milliards-de-dollars-a-la-chine_11672.html)

20/ 541 milliards de dollars détenu en bon du Trésors.

21/ Wall Street Journal, 05 décembre 2008, Major Chinese Investor Loses Confidence in Paulson's Bailout Plan.

22/ LaTribune.fr, 06 janvier 2009, Les Chinois freinent les investissements de leur fonds souverain.

## Investment Corporation of Dubai (ICD<sup>23</sup>)

Ressource : rente énergétique.

Date de création : 2006.

Montant des actifs gérés : 82 milliards de dollars (65 milliards d'euros).

Président : Sheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, Emir de Dubaï, vice-président et ministre de la Défense des Emirats Arabes Unis.

Vice-président : Sheikh Hamdan bin Mohammed bin Rashid Al Maktoum, Prince de Dubaï.

Directeur exécutif et Président-Directeur général : Mohammed Ibrahim Al Shaibani.

Participations significatives : Nasdaq OMX (20%), Nasdaq Dubai (66%), London Stock Exchange (20%) par Borse Dubai ; EADS (3,12%) et Daimler-Chrysler (2%) par Dubai International Capital Investment ; MGM Mirage par Dubaï World.

Mohammed Ibrahim Al Shaibani : Directeur exécutif et Président-Directeur général d'ICD, Mohammed Ibrahim Al Shaibani est également membre du Conseil directeur d'Emaar, Président de la Banque islamique de Dubaï et de National Bonds Corporation<sup>21</sup>, Directeur général de la cour de Dubaï, membre du Conseil directeur de Shuaa Capital, banque membre du Conseil de Coopération du Golfe.

Le fonds de Dubaï Investment Corporation of Dubaï, a été créé en mai 2006 par le transfert du portefeuille d'investissements du ministère des finances. ICD est chargé de superviser le portefeuille d'investissement du gouvernement et a été mandaté pour encourager les investissements dans l'émirat. Son portefeuille se compose principalement d'entreprises détenues majoritairement ou totalement par l'Etat : Emirates Airline, Dubai Aluminium, Emirates NBD, Borse Dubai, ENOC, Shuaa Capital, Banque islamique de Dubaï, Emaar, Dubai World Trade Centre ou encore Jebel Ali Free Zone.

Sur les marchés internationaux, il n'opère pas directement mais à travers plusieurs véhicules d'investissement et de sociétés qu'il contrôle<sup>24</sup> : Borse Dubaï Ltd ; Dubaï Holdings (qui inclut Dubaï International Capital et Dubaï Group) ; Dubaï World (dont le fonds de capital-investissement Istithmar est une filiale) et Tatweer.

### Actualités financières :

L'économie très globalisée de Dubaï a particulièrement souffert de la crise du crédit. Alors que Fitch estimait la dette (non-bancaire) de Dubaï à 68,9 milliards de dollars fin septembre 2008, ICD et Borse Dubaï ont connu des difficultés à lever des crédits sur les marchés internationaux et à rembourser leurs dettes<sup>25</sup>.

Dans ce contexte, le gouvernement est intervenu directement :

en écartant ICD de la fusion entre Tamweel et Amlak, les deux plus grandes sociétés de prêt immobilier de Dubaï ;

en présentant, dans le décret n°1 de 2009 de Sheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, Emir de Dubaï, un budget déficitaire de 860 millions d'euros destiné à financer le rebond immobilier et l'investissement public dans les infrastructures.

23/ <http://www.icd.gov.ae/index.html>

24/ <http://www.icd.gov.ae/portfolio.html>

25/ ICD a levé un prêt de 6 milliards de dollars en octobre 2008 sans obtenir d'autres engagements ; en février 2009, Borse Dubaï, qu'ICD n'a pu soutenir, a eu du mal à couvrir un prêt de 2,5 milliards de dollars afin de rembourser une dette de 3,4 milliards de dollars.

## Fonds de régulation des recettes (FRR, Algérie<sup>26</sup>)

Ressources : rente énergétique

Date de création : 2000

Montant des actifs gérés : 61 milliards de dollars (48 milliards d'euros)

Dirigeant : Karim Djoudi, ministre des finances.

Le Fond de régulation des recettes budgétaires (FRR) a été créé par la loi de Finances complémentaire de 2000. Alimenté par les recettes excédentaires (calculées sur la base d'un baril de pétrole à 19 dollars), il vise à compenser d'éventuelles baisses de recettes de la fiscalité pétrolière et à protéger la croissance. N'ayant pas à ce jour pour fonction de réaliser des placements, le FRR n'est pas considéré par les autorités d'Alger comme un fonds souverain et reste une « réserve de changes »<sup>27</sup>.

Depuis 2000, le FRR a pleinement joué son rôle de stabilisateur économique : les hydrocarbures représentaient, à la création du FRR, 60 % des recettes budgétaires et plus de 95 % des recettes d'exportation, qui ont permis d'abonder le fonds de 20 milliards de dollars. En 2002, le FRR a permis d'amortir la baisse du cours du pétrole et à l'Algérie d'enregistrer un taux de croissance de 3,5%<sup>28</sup>. C'est au total un plan de relance de 7 milliards dollars sur la période 1999-2004 qu'a financé le fonds, permettant de compenser l'inflation<sup>29</sup>.

### Le FRR et la crise financière :

Les réserves du FRR ont triplé entre 2004 et mi-2008<sup>30</sup>. Cependant, le budget national pour 2009, préparé et présenté dans l'hypothèse d'un baril de pétrole à 37 dollars, devrait créer un déficit de 24 milliards d'euros, 20,5% du PIB algérien<sup>31</sup>. Ce déficit représente la moitié des actifs du FRR qui devra le financer dans un contexte de baisse de la demande mondiale<sup>32</sup>.

26/ <http://www.bank-of-algerdia.dz/>

27/ Karim Djoudi , interview de Karim Djoudi au 4e Forum international de la finance ( FIF) in El Watan, 14 mai 2008.

28/ « L'Afrique, loin de la mondialisation » in Les Echos, 28 février 2002.

29/ « Le programme 2004-2008 de Bouteflika » in Maghreb Confidentiel - Edition Française, 8 avril 2004.

30/ « Economic performance: High oil prices continue to underpin strong earnings » in Country Report Select 19 mai 2008.

31/ Georges Quioc « L'Algérie parie sur un baril à 37 dollars pour bâtir son budget » in Le Figaro Économie, 2 Septembre 2008.

32/ « Coup de froid sur la rente pétrolière ? » in Maghreb Confidentiel, 30 octobre 2008.

## Government Pension Fund – Global (Norvège<sup>33</sup>)

Ressources : rente énergétique

Date de création : 1990

Montant des actifs gérés : 373 milliards de dollars (297 milliards d'euros)

Présidente : Kristin Halvorsen, Ministre des finances

Président-Directeur général de la Banque de Norvège: Yngve Slyngstad

Participations significatives : Vodafone, HSBC, Total, Nestlé, Roche, Telefonica, Novartis, Shell, BP, Exxon...<sup>34</sup>

Le gouvernement norvégien a créé, en 1990, le Government Petroleum fund. En 2006, il est scindé en deux fonds : Government Pension Fund – Global, pour les investissements internationaux, et le Government Pension Fund – Norway, pour les investissements domestiques.

Le ministre des Finances, Kristin Halvorsen (*Sosialistisk Venstreparti*, Parti Socialiste de Gauche) fixe les orientations annuelles en termes d'investissements et contrôle la répartition des portefeuilles en 60% d'actions, 35% d'obligations et 5% d'immobilier. Government Pension Fund – Global est considéré comme le deuxième actionnaire du CAC 40.

En vertu de la loi n° 123 sur le Government Pension Fund, du 21 décembre 2005<sup>35</sup>, la Banque de Norvège est chargée de la gestion des actifs du fonds. Elle exerce la même mission concernant le Government Pension Fund – Norway qui opère sur le marché domestique.

### Principales dispositions de la loi 123 du 21 décembre 2005 :

- un Conseil d'éthique est placé auprès du ministre des finances ; il proscrie les investissements dans les fabricants d'armes « particulièrement inhumaines » (armements chimiques, nucléaires ou biologiques, mines antipersonnel), et les groupes coupables de violation des droits de l'Homme, de corruption ou de dégradation de l'environnement ;
- le fonds s'interdit de prendre une part supérieure à 5 % d'une entreprise ;
- le ministre des finances établit chaque année un portefeuille prévisionnel dont les objectifs de rendement doivent être respectés avec une tolérance de 1,5% ;
- outre une répartition géographique précise, une action à l'attention des pays émergents est également prévue<sup>22</sup>.

### Le Government Pension Fund – Global et la crise financière :

Affecté par la crise immobilière puis financière<sup>36</sup>, le fonds norvégien a réalisé sa plus mauvaise performance en 2008 (-7,7%) mais a rebondi en profitant de la raréfaction des acheteurs sur les marchés actions : il représentait que 0,77% de la capitalisation européenne fin 2007, et 1,25% début 2009. Si le fonds investit traditionnellement uniquement à l'étranger, le gouvernement norvégien a décidé d'utiliser, exceptionnellement, plus de 4% du rendement prévu en 2009 pour financer son plan de relance.

33/ [http://www.norges-bank.no/default\\_\\_\\_\\_25991.aspx](http://www.norges-bank.no/default____25991.aspx)

34/ NBIM quaterly report

35/ <http://www.lovdatab.no/all/nl-20051221-123.html>

36/ A titre d'exemple, la faillite de Lehman Brothers a coûté 61 millions au fonds norvégien.

## Government of Singapore Investment Corporation (GIC<sup>37</sup>)

Ressources : excédents budgétaires

Date de création : 1981

Montant des actifs gérés : 330 milliards de dollars (224, 2 milliards d'euros)

Président : Lee Kuan Yew, ministre mentor

Vice-président : Lee Hsien Loong, Premier ministre

Vice-président, Directeur exécutif : Tony Tan Keng Yam

Participations significatives : AEI (11%), UBS (9%), Citigroup (4%), TPG.

Lee Kuan Yew : diplômé de Cambridge, avocat, est devenu premier Premier ministre de Singapour en 1959. Reconduit sept fois à cette fonction, il a été nommé ministre senior en 1990 et ministre mentor depuis 2004. Il préside la GIC depuis sa création.

Lee Kuan Yew préside le Conseil des directeurs, composé de seize membres. Le Comité d'investissement s'appuie sur trois conseillers extérieurs : Howard Davies, Directeur de la London School of Economics and Political Science ; Robert Litterman, Directeur de Goldman Sachs Asset Management USA et Charles Ellis, Président du Comité d'investissement de l'Université de Yale.

La GIC a été créée dans le contexte de stagflation des années 1970-1980<sup>38</sup> et investit aujourd'hui dans neuf domaines : actions des pays développés, marchés émergents, sociétés non-cotées, obligations nominales, obligations liées à l'inflation, immobilier, matières premières, hedge funds et actifs à court terme.

### *Actualité financière :*

Ces deux dernières années, GIC s'est montrée très active sur le marché de l'immobilier commercial. Présente en Russie, en Italie et en Finlande en 2008, elle a acquis, à travers sa filiale GIC Real Estate, la totalité des activités de Prologis, premier propriétaire et promoteur en immobilier logistique, en Chine et 20% au Japon dans le cadre d'un partenariat renforcé.

37/ <http://www.gic.com.sg/>

38/ [http://www.gic.com.sg/aboutus\\_story\\_milestones.htm](http://www.gic.com.sg/aboutus_story_milestones.htm)

## Hong Kong Monetary Authority (HKMA<sup>39</sup>)

Ressources : excédents budgétaires, réserves fiscales

Date de création : 1993

Montant des actifs gérés : 152 milliards de dollars (117 milliards d'euros)

Président : John Tsang, Secrétaire chargé des Finances de Hong-Kong

Directeur général : Joseph Yam

La banque centrale de Hong-Kong, Hong Kong Monetary Authority (HKMA), a été créée en 1993 par la fusion de l'*Office of the Exchange funds* et l'*Office of the Commissioner of Banking*. A ce titre, elle gère l'*Exchange Fund*, fonds souverain de Hong-Kong créé par l'ordonnance monétaire de 1935<sup>40</sup> et opérationnel depuis le 1er avril 1998.

Le Comité de Direction générale est composé de 15 membres et présidé par Joseph Yam, qui le dirige depuis 1993. Ce Comité est secondé par trois comités consultatifs, héritage de la fusion de 1993 : le Comité consultatif de la réserve en devises étrangères (EFAC), le Comité bancaire (BAC) et le Comité des institutions de dépôt (DTCAC). L'EFAC se réunit en sous-comités : gouvernance, audit, monnaie, investissement, finances. Ils regroupent des expertises venant des Banques (Bank of China, HSBC Asie), des cabinets d'audit, des cabinets d'avocats et des experts académiques.

Le Fonds est divisé en deux portefeuilles: la réserve monétaire et le portefeuille d'investissement. La réserve monétaire est constituée de liquidités en dollars (bons du trésor et billets). Elle répond à l'exigence du Conseil des devises pour soutenir le portefeuille d'investissement qui est dirigé vers des actions et des obligations de pays de l'OCDE ainsi que, plus récemment, à la recherche d'alternatives.

### La HKMA et la crise financière :

En 2008, HKMA a enregistré une perte nette 9,6 milliards de dollars, soit un rendement négatif de 5,6%. C'est une première depuis 1994.

39/ <http://www.info.gov.hk/hkma/>

40/ [http://www.legislation.gov.hk/blis\\_ind.nsf/CurAllEngDoc?OpenView&Start=66&Count=30&Expand=66.1#66.1](http://www.legislation.gov.hk/blis_ind.nsf/CurAllEngDoc?OpenView&Start=66&Count=30&Expand=66.1#66.1)



## Korea Investment Corporation (KIC<sup>41</sup>)

Ressource : excédents budgétaires

Date de création : 2005

Montant des actifs gérés : 24,7 milliards de dollars (19,6 milliards d'euros)

Président-Directeur général : Young-Wook Chin

Président du Comité de pilotage : Yoon-Dae EUH

Participations significatives : Merrill Lynch (3%)

La loi du 2 mars 2005 établit la Korea Investment Corporation (KIC), fonds chargé de gérer les actifs et réserves en devises étrangères de la Corée du Sud par des investissements sur les marchés internationaux<sup>42</sup>. Ce fonds est une réponse à la concurrence des Hubs financiers de Hong Kong, Shanghai et Singapour à l'horizon 2020<sup>43</sup>.

Il est placé depuis 18 juillet 2008 sous la présidence de Young Wook Chin. Diplômé de l'Université du Texas, entré au ministère des finances en 1975, il a travaillé au FMI de 1987 à 1989, puis pour la compagnie Hanhwa Non Life Insurance.

Entré en activité en 2006 avec un capital initial de 20 milliards de dollars (17 milliards alloués par contrat de gestion avec la Banque centrale coréenne et 3 milliards par le fonds du ministère des finances et de la stratégie), le fonds a bénéficié d'un apport supplémentaire de 10 milliards de dollars en 2008. Il a été envisagé qu'un nouveau versement de 20 milliards de dollars soit réalisé en 2009. En 2007, le fonds s'est ouvert aux actions du marché privé et à l'immobilier<sup>44</sup>. En janvier 2008, il fait pour la première fois entrée au capital d'une banque étrangère privée, l'américaine Merrill Lynch<sup>45</sup>, à hauteur de 3% pour 2 milliards de dollars sous forme d'actions préférentielles convertibles<sup>46</sup>.

### *La KIC et la crise financière :*

Fin janvier 2009, la KIC vendait ses parts dans la société Opinity (prestataire de services d'identification) à Purewire (sécurité sur le web), toutes deux américaines<sup>47</sup>. Elle pourrait jouer un rôle déterminant dans le sort du Crédit Agricole (Asset Management) en Asie<sup>48</sup> dont elle est un client régulier.

41/ <http://www.kic.go.kr/en/>

42/ <http://www.kic.go.kr/>

43/ Asia Pulse, Thursday Briefing – Asia economic news 11 décembre 2003.

44/ Asia Private Equity Review 16 May 2007 « Korea Investment Corp. to expand to private equity and real estate ».

45/ Agence France Presse January 16, 2008 « Korea Investment Corp. says Merrill investment strategic ».

46/ Cf *Sovereign Wealth Funds: Bottom-up Primer*, JP Morgan Chase, Singapour, mai 2008, sous la direction de David Fernandez et Bernhard Eschweiler.

47/ Financial Deals Tracker February 3, 2009 Consortium of investors sells Opinity to Purewire

48/ Rita Raagas De Ramos « Future unclear for Asian operations of SGAM, CAAM » in Asian Investor, 2 février 2009.

## Kazakhstan National Fund (KNF<sup>49</sup>)

Ressources : rente énergétique et matières premières

Date de création : 2000

Montant des actifs gérés : 28,5 milliards de dollars (20,3 milliards d'euros)

Président : Bakhyt Sultanov, Ministre du Plan économique et budgétaire

*Participations significatives* : les fonds du Fonds national du Kazakhstan sont exclusivement investis dans des produits financiers libellés en devises étrangères.

Créé par décret n° 402 du président de la République du Kazakhstan, en date du 23 août 2000, le Fonds national du Kazakhstan (KNF) est placé sous la responsabilité du ministre des finances. Le KNF a été mis en place dans le contexte de l'effort de conversion du Kazakhstan à l'économie de marché et après l'épreuve de la crise financière asiatique de 1997, qui a ébranlé le pays. L'objectif est de créer une stabilité socio-économique durable par 1) l'accumulation de ressources financières au bénéfice des générations futures (fonction d'épargne) et 2) la réduction de la dépendance de l'économie à l'égard des effets indésirables des facteurs externes (fonction de stabilisation). Il recueille recettes fiscales et autres revenus provenant d'entreprises de production des matières premières, transferts du budget national et des budgets locaux et les revenus de placement tirés des actifs du fonds.

Le plan de développement porté par le décret présidentiel n° 1641 du 1er Septembre 2005 avait permis d'entamer la transition vers une nouvelle méthode de gestion du fonds à moyen terme. Conformément à la loi de la République du Kazakhstan «Sur la garantie de transfert du Fonds national de la République du Kazakhstan pour 2007 - 2009» de 2007, le Fonds national a été inscrit au budget national au titre de la garantie de transfert visant à couvrir le coût du budget de développement.

### *Le KNF et la crise financière :*

En septembre 2008, le rendement du KNF était estimé à 7,4 % du PIB du Kazakhstan<sup>50</sup>. A l'automne 2008, le Ministre des Finances du Kazakhstan, Bakhyt Sultanov, estimait que les actifs du KNF devaient passer de 38,3 milliards de dollars en 2009, à 43,1 milliards de dollars en 2010 et 48,4 milliards de dollars en 2011, si le prix du baril de pétrole se maintenait à 60 dollars.

49/ <http://www.nationalfund.kz/index.php?lang=eng>

50/ « Government forecasts slow down of national fund earnings in... » in Central Asia & Caucasus Business Weekly, 18 septembre 2007.

## Kuwait Investment Authority (KIA<sup>51</sup>)

Ressources : rente énergétique

Date de création : 1982

Montant des actifs gérés : 228 milliards de dollars (162,4 milliards d'euros)

Président : Mustafa Jassem Al-Shimali

Directeur général : Bader Mohammad Al-Sa'ad

Directeur général de KIO, KIA London : Eid A. Al Rasheedi

Participations significatives : British Petroleum (2%), Daimler-Chrysler (7%), Merrill Lynch (4%), Citigroup (6%), Industrial Bank of China.

La KIA a succédé au Kuwait Investment Board, créé en 1953 avant l'indépendance du Koweït. Créée par la loi n° 47 du 13 juin 1982 « établissant l'Autorité publique d'investissement », elle regroupe le General Reserve Fund (GRF) et le Future Generation Fund (FGF). 10% des revenus pétroliers sont consacrés chaque année au fonds, chargé de les diversifier.

Le Conseil des Directeurs de la KIA regroupe le ministre des Finances, le ministre de l'énergie (Mohammad Abdulla Al-Aleem), le gouverneur de la banque centrale du Koweït (Cheik Salem Abdulaziz Al-Sabah) et le Sous-secrétaire auprès du ministre des finances (Calife Musaad Hamada). L'objectif reste la diversification des sources de revenu du Koweït.

Les règles d'investissement sont précisées<sup>52</sup> :

le rendement annuel des investissements en action doit être de 500 points de base sur 10 ans selon l'indice boursier S&P 1200 Global<sup>53</sup> ;

le rendement des investissements immobiliers doit être de 125 points de base mesuré sur l'indice global de l'immobilier d'UBS<sup>54</sup> ;

le rendement des investissements dans les *hedge funds* doit être de 100 points de base suivant l'indice des ressources des fonds HFRT1.

Membre du Gulf Cooperation Council<sup>55</sup>, la KIA a contribué, depuis sa création en 1953, à structurer le développement économique du Koweït :

en acquérant 22 % de la British Petroleum Company en 1988<sup>56</sup>, part amoindrie après plusieurs ventes faites en accord avec Londres<sup>57</sup> ;

en participant à l'ouverture économique de la Russie dès 1990<sup>58</sup> ;

en s'imposant comme l'interlocuteur principal de la reconstruction après la première guerre du Golfe, la KIA a été l'interlocuteur des entrepreneurs et Etats étrangers en présence<sup>59</sup> ;

en participant à la formation financière au Koweït.

### La KIA dans la crise financière :

Alors qu'en janvier 2008, la KIA avait participé aux augmentations de capital de Merrill Lynch et Citigroup<sup>60</sup>, elle s'est recentrée, à partir du troisième trimestre, sur son marché domestique, notamment auprès de la Bourse du Koweït et de la Gulf Bank, deuxième banque de détail du pays<sup>61</sup>. Ce, tout en reconnaissant avoir perdu 46,8 milliards de dollars entre mars et décembre 2008.

51/ <http://www.kia.gov.kw/En/Pages/default.aspx>

52/ [http://www.kia.gov.kw/En/Alternative\\_Investment/Objectives/Pages/default.aspx](http://www.kia.gov.kw/En/Alternative_Investment/Objectives/Pages/default.aspx)

53/ [http://www2.standardandpoors.com/portal/site/sp/en/us/page.topic/indices\\_gbl1200/2,3,2,1,0,0,0,0,1,1,0,0,0,0.html](http://www2.standardandpoors.com/portal/site/sp/en/us/page.topic/indices_gbl1200/2,3,2,1,0,0,0,0,1,1,0,0,0,0.html)

54/ <http://www.ubs.com/1/e/investors/07q3/0011/0013.html>

55/ [www.gccsg.org/eng/index.php](http://www.gccsg.org/eng/index.php)

56/ Youssef M. Ibrahimt, « Arab Investment Overseas: A Vast Empire » in The New York Times, 30 avril 1990./

57/ « Kuwait to sell part of stake in British Petroleum » Agence France Presse, 15 mai 1997.

58/ « Kuwait, Russia eye economic agreement » in ARAB TIMES, 2 août 1994.

59/ Neil MacFarquhar « Bankers Sign \$ 5.5 Billion Loan for Kuwait » The Associated Press, 12 décembre 1991.

60/ Leslie A. Pappas « Q&A: Foreign investors help U.S. Banks » in The News Journal, 20 janvier 2008.

61/ Marc Roche, « Les fonds souverains du Moyen-Orient battent en retraite », in Le Monde 30 novembre 2008.

## Libyan Investment Authority (LIA<sup>62</sup>)

Type : Fonds publics et Rente énergétique

Date de création : 2006

Montant des actifs gérés : 65 milliards de dollars (52 milliards d'euros)

Président : Baghdadi Mahmudi, Secrétaire général du Comité Populaire Général de Libye, Premier ministre

Participations significatives : UniCredit (4,23%).

La LIA a été créée par décret du Comité Populaire Général en décembre 2006, par transfert de la Libyan Arab Foreign Investment Company, du Libyan African Investment Portfolio, et de l'Oilinvest Company, afin de réduire la dépense des recettes de la Libye à l'égard de sa rente énergétique.

En août 2007, un fonds d'investissement commun est créé entre le LIA et Qatar Investment Corporation (QIC).

### *LIA et crise financière :*

Pour 2009, la LIA a fait savoir qu'elle étudiait toutes les options d'investissement en cette période de crise, dans la continuité de ses activités en 2008 :

participation dans la banque Fortis en juillet et volonté de reprise de la filiale luxembourgeoise de la banque islandaise Kaupthing ;

en octobre 2008, la LIA accompagnée par la banque centrale libyenne et la Libyan Foreign Bank, sont montés à 4,23 % du capital d'UniCredit, la première banque italienne, devenant ainsi le deuxième actionnaire. De même, selon un rapport de la Czech National Bank, une rumeur persistante veut que la LIA étudie un investissement à hauteur de 10% dans Telecom Italia.

## National Social Security Fund (NSSF, Chine<sup>63</sup>)

Ressources : excédents budgétaires, vente d'actifs de l'Etat

Date de création : 2000

Montant des actifs gérés : 74 milliards de dollars (59 milliards d'euros)

Président : Dai Xianglong<sup>64</sup>

Participations significatives : Bank of China, Bank of communication, Industrial and Commercial Bank of China.

Le NSSF a été créé en 2000 à partir de la vente d'actifs détenus par l'Etat et des subventions publiques. Son président, Dai Xianglong, membre du Comité central du Parti communiste chinois, a été maire de Tianjin (2002-2007), gouverneur puis premier président de la banque de Chine.

Les trois vice-présidents ont été actifs au sein du Bureau national de restructuration du système économique. Les 14 autres membres du Conseil d'administration ont occupé des postes de direction dans les organes du parti communiste, vice-gouverneurs de Provinces ou engagés dans des fédérations professionnelles chinoises.

En vertu des règles fixées lors de la création de NSSF, pas moins de 50 % des actifs du NSSF ne doivent être placés en banque et en bons du Trésor, pas plus de 10 % en titres, et pas plus de 40 % en actions et fonds divers.

Le NSSF s'est distingué, depuis 2004, par ses prises de participations dans les banques chinoises dans un contexte de restructuration et d'introduction en bourse :

en juin 2004, le NSSF a investi 1,2 milliards de dollars dans la Bank of Communications (BoCom, précédemment détenue par l'Etat) et en devenait le troisième actionnaire, après le ministère des finances (MoF) et la banque HSBC. En juillet 2005, les actions de BoCom ont été introduites en cotation à un prix supérieur de 42 % au prix d'achat par le NSSF ;

en juin 2006, le NSSF a effectué la même opération sur la Bank of China (BoC) et sur son concurrent direct la Banque commerciale et industrielle de Chine (ICBC, octobre 2006). Sur cette dernière, le NSSF s'est engagé à ne pas céder ses parts dans la ICBC avant fin avril 2009<sup>65</sup>.

A l'automne 2006, près de 23,5 % des actifs du NSSF étaient placés dans des titres cotés et 13,7 % étaient placés sous forme de participations directes, soit un total de 37,2 % frôlant la limite des 40 %. Le reste des actifs, 54,5 % était placé sur des bons, 8,3 % demeurant en liquidités. Afin de diversifier ses placements, le NSSF déclarait vouloir effectuer ses futurs investissements dans l'industrie<sup>66</sup>.

### Le NSSF et la crise financière :

Pékin et le Conseil d'administration du NSSF s'efforcent de faire du fonds un outil de relance de l'activité financière en réponse à la crise. Le fonds se concentre sur les projets d'investissement internes liés au niveau de vie en s'inscrivant dans la politique du gouvernement pour le développement. Il suit de près les projets de recapitalisation des banques publiques du pays et travaille à l'édiction de règles d'équité dans l'investissement<sup>67</sup>. Cela s'est traduit concrètement par de nou-

63/ <http://www.ssf.gov.cn>

64/ [http://www.chinavitae.com/biography/Dai\\_Xianglong](http://www.chinavitae.com/biography/Dai_Xianglong)

65/ South China Morning Post, 25 septembre 2006, « ICBC tops payout ratio of rival banks; Mainland lender's promised dividends beat those of China Construction Bank and Bank of China ».

66/ 83 source : Stuart Leckie et Ning Pan « A review of the National Social Security Fund in China » in Pensions – An International Journal, mars 2007.

67/ « National social security fund to adjust investment » in SinoCast China Business Daily News, 1er décembre 2008.



veaux investissements<sup>68</sup> et l'allègement de la fiscalité à laquelle est soumis le NSSF<sup>69</sup>. Celui-ci s'est vu attribué le statut d'investisseur institutionnel étranger (FII) par le Securities and Exchange Board of India (SEBI), obtenant ainsi la possibilité d'y investir directement<sup>70</sup>. Cela a incité Pékin à créer un fonds de stabilisation pétrolier<sup>71</sup>.

## National Wealth Fund (Russie<sup>72</sup>)

Ressources : rente énergétique

Date de création : 2008

Montant des actifs gérés : 84,5 milliards de dollars<sup>73</sup> (65,3 milliards d'euros)

Président : Alexey Kudrin, Ministre des Finances

Directeur : Piotr Kazakevitch, vice-directeur du département de la Dette

Le 30 janvier 2008, le gouvernement russe divise le fonds de stabilisation de la fédération de Russie, créé en 2004, en deux fonds : le « Reserve fund »<sup>74</sup> et le National Wealth Fund.

Le Reserve Fund est le fonds chargé de protéger l'économie russe des fluctuations du prix des matières premières. Il gère<sup>75</sup> 137,1 milliards de dollars de devises étrangères : dollar (63,4 milliards), euro (44 milliards), livre sterling (7,3 milliards).

Le National Wealth Fund est placé sous le contrôle d'Alexey Kudrin, ministre des finances depuis 2000, et sa gestion opérationnelle confiée à Piotr Kazakevitch, vice-directeur du département de la Dette au ministère des Finances. Le ministère collabore avec la Banque centrale de la fédération de Russie et les autres services fédéraux compétents pour les investissements requérant des compétences particulières<sup>76</sup>.

### *NWF et crise financière :*

Créé avec un capital de 783 milliards de roubles (21,6 milliards d'euros), le fonds gère officiellement 2585 milliards de roubles (61,3 milliards d'euros), malgré la baisse des cours du pétrole et compte tenu d'un changement de méthode dans le calcul de ses actifs<sup>77</sup>. En novembre, les fonds russes ont enregistré des pertes totales de 5,96% de leurs actifs soit 45,5 milliards de dollars. En septembre, la baisse avait été de 4,36% (une baisse de 25,4 milliards de dollars), contre 12,98% en octobre.

Le Premier ministre russe, Vladimir Poutine a autorisé par règlement (octobre 2008) le fonds à investir sur le marché intérieur<sup>78</sup>. Par sa résolution n° 766 du 15 octobre 2008, le gouvernement russe a apporté une modification essentielle des conditions de gestion des actifs du fonds. Ceux-ci devront être déposés à la banque d'Etat, Vnesheconombank (VEB) ou d'autres banques russes<sup>79</sup>.

Usant de cet aménagement à son champ d'action dès novembre, la VEB<sup>80</sup>, déjà actionnaire d'EADS,

68/ « China's pension fund bought a shares in november » Business Daily Update, 3 décembre 2008.

69/ « China abolishes tax on social security fund interest income, investment gains » Xinhua Financial Network News, 10 décembre 2008.

70/ « Chinese sovereign wealth fund gets FII status in India (The first sovereign wealth fund to enter India from China) » in India Business Insight, 2 décembre 2008.

71/ « China mulls oil stabilization fund » in China Knowledge Newswire, 8 janvier 2009.

72/ <http://www1.minfin.ru/en/nationalwealthfund/>

73/ <http://www1.minfin.ru/en/nationalwealthfund/statistics/amount/index.php?id4=5830>

74/ <http://fr.rian.ru/russia/20080131/98093991.html>

75/ Source : ministère russe des finances, 1er janvier 2009.

76/ <http://www1.minfin.ru/ru/>

77/ <http://www1.minfin.ru/ru/>

78/ Prime-Tass English-language Business Newswire, 21 octobre 2008, « Putin signs ruling to invest National Wealth Fund on Russian market ».

79/ Economic News, 5 novembre 2008, « Russian Government Changes Management of National Wealth Fund ».

80/ RosBusinessConsulting Database, mercredi 26 novembre 2008, « Vnesheconombank reveals amount of stock investments ».



a investi près de 2,5 milliards d'euros du fonds dans des sociétés cotées à Moscou. Puis le ministre des finances a porté à 40 % le seuil maximal des actifs du fonds en roubles, alors que le fonds ne devait à l'origine détenir que des actifs en devises étrangères. En décembre, le ministre des finances a permis l'investissement dans les instruments internationaux de financement de dettes<sup>81</sup>.

En vertu de la résolution gouvernementale n° 892 du 17 décembre 2008, *On Making Settlements and Transferring Funds to Form and Use Oil and Gas revenue of the Federal Budget, Oil and Gas Transfer, Funds of the Reserve Fund and the National Wealth Fund*, l'ensemble des revenus pétroliers et gaziers du mois de novembre 2008 ont été transférés au National Wealth Fund.

Le plan de relance russe, évalué à 340 milliards de dollars (environ le montant du budget annuel), doit être supporté par la Banque centrale, le budget fédéral et les fonds souverains (Reserve Fund et National Wealth Fund).

Conformément à la résolution n° 766, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, 400 milliards de roubles (soit 9 milliards d'euros) ont été transférés du National Wealth Fund vers la VEB afin de garantir les investissements au nom du gouvernement russe soutenant ainsi les secteurs financiers et économiques.

---

81/ Economic News 5 décembre 2008, « *Russia Changes Oil and Gas Revenues Use of Federal Budget* ».

## Qatar Investment Authority (QIA<sup>82</sup>)

Ressources : rente énergétique

Date de création : 2005

Montant des actifs gérés : 58 milliards de dollars (46 milliards d'euros)

Président : Tamim Bin Hamad Al Thani, prince héritier du Qatar

Président-Directeur général du Conseil de gestion : Cheikh Hamad Bin Jassim Bin Jabor Al Thani, Premier ministre, ministre des affaires étrangères

Participations significatives : Sainsbury (25%), Lagardère (7%), London Stock Exchange (15%), Barclays (7%), Cadbury Schweppes (4,5%), EADS (3, 12 %), Crédit Suisse (2 %), fonds d'investissement indonésien (85%)<sup>83</sup>.

La QIA a été créée en 2005, succédant au Conseil suprême pour les affaires économiques et l'investissement (2000). Son Conseil des directeurs, présidé depuis 2003 par Cheikh Tamim Bin Hamad Al Thani, prince héritier du Qatar, est composé de six membres : le ministre des finances, un ancien conseiller du Premier ministre, le ministre des affaires étrangères, le Gouverneur de la Banque centrale du Qatar et un ancien cadre du secteur banque et assurance.

Conformément à sa stratégie de diversification, les opérations de QIA se portent sur tous les marchés – dont internationaux (Etats-Unis, Europe, Asie)- hors secteur de l'énergie. Trois stratégies sont plus particulièrement privilégiées :

l'investissement immobilier à travers la Qatari Diar Real Estate Investment Company, et à destination du Maroc, de l'Egypte, d'Oman et de la Syrie. Au Royaume-Uni, elle a acquis quatre des principales chaînes d'hôpitaux de jour pour près de 5 milliards de dollars. La Qatar National Hotels Company lui appartient à 100 % ;

l'investissement sur le marché domestique : la QIA détient des participations directes dans certaines grandes entreprises nationales, telles QNB, Qtel, Doha Securities Market ou soutient l'économie locale à travers la Qatar Foundation ;

le portefeuille de titres internationaux de la QIA inclue des parts dans la Four Seasons Healthcare (Royaume-Uni), London Stock Exchange, Nordic Exchange OMX, Lagardere France, Jordan's Housing Bank for Trade and Finance, The Housing Bank for Trade and Finance, et le Groupe médical Singapore's Raffles.

### La QIA et la crise financière :

Qatari Diar Real Estate Investment Co, succursale de la QIA, a cédé l'hôtel Majestic à une société hôtelière chinoise pour 100 millions d'euros<sup>84</sup>.

82/ [www.qia.qa/](http://www.qia.qa/)

83/ Finacial deals Traker, 6 décembre 2007

84/ « Hongkong & Shanghai Hotels Ltd agreed to acquire a minority stake in Majestic EURL SARL from Qatari Diar Real Estate Investment Co » in FactSet Flashwire, 21 janvier 2009.

## Reserve Fund (Russie<sup>85</sup>)

Ressources : rente énergétique

Date de création : 2008

Montant des actifs gérés : 137 milliards de dollars (109 milliards d'euros)

Président : Alexey Kudrin

Directeur : Piotr Kazakevitch, sous-directeur, département de la dette

Le Reserve Fund (RF) a été créé le 1er février 2008. Il est placé comme le National Wealth Fund sous la responsabilité de Piotr Kazakevitch, sous directeur du Département des relations financières internationales, de l'endettement de l'État et des actifs financiers.

Premier fonds souverain russe par l'importance des actifs gérés (137 milliards de dollars), il n'est pas destiné à investir sur des titres internationaux, hormis les obligations de dettes, et prend moins de risque<sup>86</sup>. C'est la première différence avec le NWF. Il est financé par les excédents du budget national tirés des revenus de la production d'hydrocarbures dont il vise à contrebalancer les variations négatives en cas de baisse des prix. Il doit en outre financer certaines dépenses budgétaires. Il a ainsi une double vocation budgétaire sans être un instrument d'extériorisation des réserves russes par placements à l'étranger, deuxième différence avec le NWF. Cette fonction comparative-ment restreinte s'accompagne d'un élargissement des apports : alors que l'ancien Fonds de stabilisation de la fédération de Russie ne percevait que les revenus de l'activité pétrolière, s'ajoutent en faveur du RF ceux tirés de la production de gaz.

En outre, le fonds ne peut représenter plus de 10 % du produit intérieur brut russe mais doit permettre de couvrir des obligations budgétaires sur trois ans<sup>87</sup>.

La gestion du fonds est prévue selon deux méthodes : l'achat de devises étrangères ou la réalisation de placements libellés en devises étrangères, la seconde étant actuellement la seule pratiquée<sup>88</sup>. Ces placements sont effectués auprès de la banque centrale russe dans les conditions fixées par le ministère des finances. Le gouvernement autorise les opérations financières dans le respect d'une répartition établie :

Actifs financiers, autorisés par le Code budgétaire de la Fédération de Russie (Chapitre 13.2, article 96.11, paragraphe 3)	Seuils légaux	Autorisation en cours par le ministère des Finances
Obligations de la dette des pays étrangers	50-100%	80 %
Obligations de la dette des agences gouvernementales étrangères et des banques centrales	0-30 %	15%
Obligations de la dette des institutions financières internationales, y compris les titres émis	0-15 %	5%
Dépôts dans les banques étrangères et organismes de crédit	0-30 %	0%

Source : Ministère des finances de la Fédération de Russie

85/ <http://www1.minfin.ru/en/reservefund/>

86/ Interview de Dmitry Pankin, ministre des finances délégué, par Tom Buerkle «*Guarding the Treasure* » in Institutional Investor (America's Edition), septembre 2008.

87/ <http://www1.minfin.ru/>

88/ Site du ministère des finances russe, précité.

A ces seuils, s'ajoutent des logiques de sélectivité des interlocuteurs du RF visant à sécuriser les avoirs du fonds<sup>89</sup>. Quant à l'identification des acteurs, les institutions financières internationales<sup>90</sup>, FMI inclus<sup>91</sup>, les pays étrangers (ce sont tous des pays développés)<sup>92</sup> susceptibles de voir une part de leur dette acquise par le RF sont limitativement énumérés. Suite à l'entrée en activité du fonds, le ministère des finances russe a retenu un ou plusieurs établissement(s) financier(s) dans chacun des pays dont le fonds peut racheter une part de la dette<sup>93</sup>, sachant qu'une même banque étrangère ou un même établissement de crédit ne peut recevoir plus de 25 % de l'ensemble des placements réalisés auprès d'institutions financières analogues. Enfin, le ministère des finances a décidé de la répartition des actifs : 45 % en dollars, 45 % en euro et 10 % en livre sterling<sup>94</sup>.

Les actifs du RF en devise étrangère étaient ainsi répartis après 3 mois d'activité : 56,95 milliards de dollars, 38,57 milliards d'euros et 6,37 milliards de livres sterling.

### Le Reserve Fund et la crise financière :

Le contexte de crise n'a pas favorisé l'éclosion d'une politique de gestion propre au RF comme au NWF. Vladimir Poutine a d'ailleurs manifesté sa désapprobation à l'idée que l'un ou l'autre des deux fonds soient sollicités pour soutenir la bourse<sup>95</sup>. Toutefois, le gouvernement a plus récemment envisagé que le Reserve fund soit employé pour compenser le coût de la politique de libéralisation qui se traduit par une diminution des taxes<sup>96</sup>. Moscou envisage de redéfinir sa stratégie financière et d'englober ces deux fonds souverains, les épargnes retraites (350 milliards de roubles) et la dette intérieure et extérieure du pays (2 398 milliards de roubles) dans une super-Agence financière de Russie (RFA) dotée de 7 000 milliards de roubles (170 milliards d'euros)<sup>97</sup>. Un projet de loi doit être débattu début mars<sup>98</sup>.

89/ « The Russian government approved key parameters of the federal budget for 2008-2010 on Thursday. This is Russia's first three-year budget. » in Russia & CIS Business & Investment Weekly, 23 mars 2007.

90/ Banque asiatique de développement (BAD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) du Conseil de l'Europe, Banque européenne d'investissement (BEI), Banque interaméricaine de développement (BID), International Finance Corporation (IFC), Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), Banque nordique d'investissement (NIB).

91/ Possibilité laissée ouverte suite à l'ordonnance du gouvernement n° 805, du 6 novembre 2008.

92/ Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, Allemagne, Danemark, Irlande, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, les Etats-Unis, Finlande, France, Suède.

93/ Arrêté du ministère des Finances russe du 16 janvier 2008 n° 5 : Instituto de Credito Oficial (ICO, Espagne), Autobahnen-und-Schnellstraßen Finanzierungs-Aktiengesellschaft (ASFINAG, Autriche), Kreditanstalt für Wiederaufbau Bankengruppe (Allemagne), Export Development Canada (EDC, Canada), Bank Nederlandse Gemeenten (BNG, Pays-bas), Network Rail MTN Finance CLG (Plc) (Royaume-Uni), Landwirtschaftliche Rentenbank (Allemagne), Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac, Etats-Unis), Federal National Mortgage Association (Fannie Mae, Etats-Unis), Federal Home Loan Banks (FHLBanks, Etats-Unis), Federal Farm Credit Banks (FFCB, Etats-Unis), Fonds d'emprunt municipal (groupe Dexia, France), Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (CADES, France), Fonds français pour des prêts hypothécaires (Crédit Foncier de France, CFF), Oesterreichische Kontrollbank Aktiengesellschaft (OKB, Autriche).

94/ Arrêté du ministère des Finances russe du 17 Janvier, 2008 n° 12.

95/ « Russia will not use funds to support stock market » in RIA Novosti, 18 septembre 2008.

96/ « Russia's Reserve Fund to compensate for tax breaks » in RIA Novosti, 20 novembre 2008.

97/ [http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj\\_id=93543](http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=93543)

98/ <http://www.vedomosti.ru/newspaper/article.shtml?2009/01/13/176550>

## SAFE Investment Company (Chine<sup>99</sup>)

Ressources : Excédents budgétaires

Date de création : 1997

Montant des actifs gérés : 311,6 milliards de dollars (247,6 milliards d'euros)

Présidente : Xiaolian Hu

Participations significatives : Bank of China, National Australia Bank Limited (1%), Commonwealth Bank of Australia (1%), Australia and New Zealand Banking Group Limited (1%), Total (1,3%), Aviva (0.97%), BP (1%), Shell (0,9%), BG Group (0.7%).

L'Administration d'Etat chargée des devises étrangères ou SAFE (*State Administration of Foreign Exchange*) est responsable de la gestion des réserves des devises étrangères de la République populaire de Chine. La SAFE est l'autorité compétente qui désigne investisseurs institutionnels étrangers « qualifiés » (*Qualified Foreign Institutional Investors, QFIIs*) et leur octroie des quotas d'investissement.

A Hong Kong, elle a pour succursale la SAFE Investment Company, créée à l'occasion de la rétrocession pour promouvoir le rôle de l'ancienne dépendance britannique sur la scène financière internationale<sup>100</sup>. De fait, l'activité d'investissement à l'étranger de cette succursale fait de la SAFE un fonds souverain<sup>101</sup>. Administratrice de SAFE depuis mars 2005<sup>102</sup>, Xiaolian Hu est présidente de SAFE Investment Company. A ce titre, elle a été désignée quatrième femme la plus influente au monde en 2008<sup>103</sup>.

La SAFE IC prend place dans le dispositif chinois enrichi de la CIC en 2007. Bras armée de la banque centrale chinoise, elle a pris part en 2005 au plan de restructuration de la China Everbright Bank à hauteur de 10 milliards de yuans puis 20 milliards de yuans supplémentaires en 2007. La SAFE IC est désormais premier actionnaire de cette banque commerciale<sup>104</sup>. Cette intervention s'est accompagnée par l'éviction de Goldman Sachs dans la gestion des actifs de la banque<sup>105</sup>.

SAFE IC est un acteur important au Royaume-Uni où le total de ses participations significatives atteint 6 milliards de dollars<sup>106</sup> et se répartit entre une cinquantaine de compagnies, cotées en bourse dont Royal Dutch Shell, Tesco, Rio Tinto et Unilever<sup>107</sup>.

### La SAFE IC et la crise financière :

La SAFE Investment Company aurait enregistré de lourdes pertes fin 2008 mais moindre que celles de la CIC, sa rivale en matière d'investissement à l'étranger<sup>108,109</sup>.

99/ [http://www.safe.gov.cn/model\\_safe\\_en/index.jsp?id=6](http://www.safe.gov.cn/model_safe_en/index.jsp?id=6)

100/ Lu Ning, « *China sets up HK firm to manage forex reserves / Safe Investment Company Ltd, Investment Company of the People's* » in BUSINESS TIMES 11 juillet 1997

101/ Andreas Hohenadl « *Lektionen für den Devisenriesen; Serie Teil 2: Staatsfonds - Die neue Geldmacht* » in Euro am Sonntag, 19 octobre 2008.

102/ <http://www.pbc.gov.cn/renhangjianjie/hanglingdao/huxiaolian.asp>

103/ <http://online.wsj.com/article/SB122608990529609245.html#project%3DTOP50WOMEN%26articleTabs%3Dinteractive>

104/ « *Everbright bank agrees to receive injections* » in SinoCast China Business Daily News, 17 août 2007

105/ Allen Feng « *China SAFE Investment to inject 10 bln yuan into China Everbright Bank- report* » in AFX – Asia 13 septembre 2005

106/ « *SAFE invests in nearly 50 listed companies in Britain* » in China Knowledge Newswire, 10 septembre 2008.

107/ « *Paper Trail leads to London's Top stocks in The Financial times* », 12 septembre 2008.

108/ Eric Helleiner et Gregory Chin, « *China as a creditor : a rising financial power ?* » in Journal of International Affairs, automne 2008.

109/ Michael Richardson « *Former saviors racking up losses* » in The Japan Times, 17 février 2009.

## Saudi Arabian Monetary Agency (SAMA<sup>110</sup>)

Ressources : rente énergétique

Date de création : 1952

Montant des actifs gérés : 501 milliards de dollars (398 milliards d'euros)

Président : Hamad Al-Sayari, gouverneur de la Banque centrale d'Arabie saoudite

Participations significatives : secteur bancaire

Fondée en 1952, la Saudi Arabian Monetary Agency (SAMA) dépend de la Banque centrale d'Arabie saoudite. Son gouverneur, Hamad Al-Sayari, est également président de SAMA, régulièrement reconduit, par décret royal, depuis 1983.

L'objectif initial de la SAMA a été de doter le royaume d'Arabie Saoudite d'un système monétaire et financier propre. Elle a ensuite eu à pérenniser celui-ci puis a dû juguler l'inflation liée au développement économique. Aujourd'hui elle se consacre à l'investissement pour la bonne santé financière de l'économie nationale. Dans cette logique, elle soutient les vagues de privatisations concernant tous les secteurs de l'économie saoudienne et cherche des opportunités d'investissement à l'étranger, via la branche SAMA Foreign Holdings, fonds souverain saoudien.

### La SAMA et la crise financière :

En février 2008, la SAMA a acheté 77, 5 millions de dollars (en deux fois 48, 2 et 29, 3 millions de dollars soit 52,1 millions d'euros) d'actions convertibles préférentielles, et 7, 89 millions de dollars (5,31 millions d'euros) d'actions simples de la National City Corporation (NCC). Ses participations ont été vendues fin octobre 2008 à un prix inférieur à celui du marché à la banque PNC.

Washington Mutual Inc. : en avril 2008, elle a fait l'acquisition des actions préférentielles de Washington Mutual Bank pour 24, 2 millions de dollars (15,3 millions d'euros). Washington Mutual Inc. est une société de portefeuille bancaire basée à Seattle à laquelle la Washington Mutual Bank était rattachée jusqu'à sa faillite en septembre 2008, suivie du rachat puis de sa réouverture par JP Morgan Chase.



## Temasek Holdings

Ressources : excédents budgétaires

Date de création : 1974

Montant des actifs gérés : 134 milliards de dollars (106 milliards d'euros)

Président : Suppiah Dhanabalan

Président-Directeur général : Charles Goodyear

Participations significatives : immobilier et secteur bancaire dont Bank of China (4%), Barclays (2%), Merrill Lynch (9,9%)

Temasek a été créée en 1974 afin de regrouper les participations de l'Etat de Singapour dans les entreprises locales. Holding de droit privé, Temasek est présidé par Suppiah Dhanabalan depuis septembre 1996.

Directrice générale depuis 2004, huitième femme la plus puissante du monde en 2008<sup>111</sup>, Ho Ching, femme du premier ministre de Singapour, a été remplacée en janvier 2009 par Charles Goodyear, précédemment Président de BHP Billiton.

Le fonds a d'abord investi dans des entreprises nationales. Puis il a fortement privilégié les investissements à l'étranger et ses placements nationaux ne représentaient en 2002 plus que 38 % de ses actifs<sup>112</sup>.

### Temasek Holdings et la crise financière :

TH a commencé à vendre les entreprises du secteur énergie qu'il détenait<sup>113</sup>. Très affecté par la crise, le fonds a perdu près de 31 % de ses actifs soit 39 milliards de dollars entre mars et novembre 2008<sup>114</sup> et a entrepris de larges coupures budgétaires<sup>115</sup>.

111/ Classement Forbes des 100 femmes les plus puissantes du monde, août 2008.

112/ Investir n° 1755, 25 août 2007 p. 19

113/ Alex Kennedy, Associated Press Writer, "Singapore Temasek sells power company for \$2.5 bln" Associated Worldstream, 3 décembre 2008.

114/ Bettina Wassener « Singapore's Sovereign Fund Loses 31% of Its Portfolio » in The New York Times, 11 février 2009.

115/ Francis Chan « Temasek to start firm-wide pay cuts; 90% of expected wage savings to be borne by its key managers » in The Straits Times (Singapour), 22 novembre 2008.